

VICHY

Histoire d'une dictature

Sous la direction de Laurent Joly

VICHY

Histoire d'une dictature

1940-1944

Anne-Sophie Anglaret • Tal Bruttmann •
Bernard Costagliola • Julian Jackson •
Eric Jennings • Michael Mayer •
Renaud Meltz • Virginie Sansico •
Raphaël Spina • Bénédicte Vergez-Chaignon

TALLANDIER

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2025

© Éditions Tallandier, 2025
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

INTRODUCTION

Plus de quatre-vingts ans après sa disparition, le régime de Vichy continue de hanter la mémoire collective. La rapidité avec laquelle la démocratie française s'est effondrée, à la suite de la déroute militaire de 1940 puis de l'occupation des trois cinquièmes du territoire par l'armée allemande, demeure un traumatisme dont notre nation ne s'est jamais complètement remise et une source d'interrogations toujours actuelles.

En l'espace d'une poignée de semaines, en juin-juillet 1940, la France, l'une des plus vieilles démocraties et l'une des premières puissances mondiales, considérée depuis 1789 comme un phare de l'humanité, et dont l'armée était réputée la plus forte d'Europe, la France a abandonné son alliée, la Grande-Bretagne, la laissant seule aux prises avec un ennemi mortel. Puis, sans coup férir, elle a remplacé sa république parlementaire par un régime dictatorial, établi dans la petite ville d'eaux de Vichy autour du maréchal Pétain, gloire nationale de 84 ans, nanti d'un pouvoir absolu, et de son successeur désigné, Pierre Laval, 57 ans, vieux routier de la vie politique et affairiste notoire.

Un effondrement d'une telle ampleur, dans un pays comme la France, n'avait pas de précédent. Même Winston Churchill, le Premier ministre anglais, bien décidé à résister farouchement à Hitler, peinait à réaliser que le gouvernement de Vichy avait vraiment tourné casaque. Recevant, le 26 juillet 1940, le diplomate Roland de Margerie (qui lui avait présenté le général de Gaulle quelques semaines plus tôt), Churchill s'imaginait encore pouvoir convaincre le roué Laval de dénoncer l'armistice signé avec le Reich et de rejoindre la cause alliée en Afrique du Nord. Et c'est sans détour que Margerie devait lui répondre :

« Croyez-moi si je vous le dis, vous n'avez pas de pire adversaire [que Laval], et il souhaite passionnément la défaite de votre pays, ne serait-ce que pour justifier son attitude et sa politique¹. »

*

Un événement aussi considérable et traumatisant que la débâcle de 1940, suivie de l'instauration, si soudaine, si aisée, d'un régime collaborant avec les nazis, a suscité toutes sortes d'interprétations et de parallèles historiques.

Pendant la guerre, chez les opposants de Vichy, à Londres ou au sein de l'armée des ombres, beaucoup ont cru à un complot, à une « trahison longuement et froidement prémeditée », selon les termes de l'universitaire Albert Bayet dans sa brochure *Pétain et la Cinquième Colonne* (Franc-Tireur, 1944). Même René Cassin, le grand juriste de la France libre, ne doute pas que l'avènement de l'État français soit « le résultat d'une conspiration nouée plusieurs années avant la guerre » (*Un coup d'État. La soi-disant Constitution de Vichy*, Londres, 1942).

En 1945, on est tellement convaincu de la réalité d'une conspiration pétainiste (financée par Hitler ou servant ses intérêts) que celle-ci sous-tend l'accusation contre l'ex-chef de l'État français portée devant la Haute Cour de justice. La thèse du complot contre la République est finalement abandonnée au cours des audiences, mais qu'elle ait pu constituer l'axe initial du procès Pétain en dit long sur la puissance de cette croyance.

Dans les années d'après-guerre, une autre légende, aux antipodes de celle du complot, s'impose dans de larges secteurs de l'opinion : le maréchal Pétain à Vichy et le général de Gaulle à Londres auraient tous deux servi la France, le premier en protégeant la population de l'occupant (le « bouclier »), le second en combattant aux côtés des Alliés (le « glaive »). Cette légende, conçue par l'entourage du vieux maréchal désireux, en 1944-1945, de se justifier, correspond à ce qu'une grande partie de l'opinion voulait croire. D'où une popularité de Pétain restée relativement élevée jusqu'à la Libération : pour beaucoup, il est de mèche avec de Gaulle... D'où aussi, et par conséquent, le

INTRODUCTION

succès de cette thèse mensongère et réconfortante du « glaive » et du « bouclier » dans la France des années 1950. En somme, après 1945, on tend à occulter – et les anciens ministres de Pétain tentent de faire oublier – ce qu'ont été, en 1940, la nature profonde du régime, l'état d'esprit de ses dirigeants et la vision dominante des élites françaises.

Né de la défaite, Vichy est aussi le produit de la crise des années 1930 et, plus largement, des haines intestines remontant à la Révolution française. Parvient ainsi au pouvoir tout un courant d'idées solidement enraciné bien que minoritaire, nourrissant une aversion profonde pour les principes des Droits de l'homme et un penchant pour les régimes dictatoriaux.

Opportuniste et revanchard, Pierre Laval s'en fait l'improbable porte-parole en juillet 1940. S'exprimant devant des parlementaires à Vichy cinq jours avant le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le vice-président du Conseil, ancien socialiste devenu républicain-conservateur, parle comme un polémiste d'extrême droite : « Nous payons, aujourd'hui, le fétichisme qui nous a enchaînés à la démocratie » ; « Nous venons de vivre des années où il importait peu de dire d'un homme qu'il était voleur, escroc, souteneur, voire même assassin... Mais, si l'on disait de lui : "C'est un fasciste", alors le pire qualificatif lui était décerné² ».

Le 10 juillet 1940, devant le Sénat et la Chambre des députés réunis, Laval reprend fièrement cette dernière saillie, recueille des rires complaisants, avant de gagner de « nouveaux applaudissements » en s'en prenant aux boucs émissaires de 1940, les instituteurs : « Ce sont les excès de la liberté qui nous ont conduits où nous sommes. Dans nos écoles, un mot était proscrit du vocabulaire, c'est le mot "patrie"³. » Une semaine plus tôt, le 1^{er} juillet, à La Bourboule, sur la route vers Vichy, Pétain stupéfie l'ambassadeur des États-Unis en lui tenant un long discours d'où il ressort que la priorité pour la France vaincue consiste à éliminer le parlementarisme et à châtier les instituteurs socialistes !

Ces préoccupations idéologiques, ces fantasmes sont au cœur du projet pétainiste. Vichy, c'est la réaction érigée en réalisme politique quant aux bienfaits des solutions autoritaires et l'illusion qu'une France régénérée par la dictature pétainiste

trouvera place et considération dans la nouvelle Europe. « Ils [les Allemands] ont pour moi les plus grands égards », se rengorge Pétain devant l'un de ses partisans, médusé, qu'il croise dans un ascenseur à Vichy le 11 juillet⁴. Et c'est sous le sceau de l'évidence que, le 22 août 1940, le chef d'État octogénaire rapproche, dans une déclaration à la presse américaine, le nouveau régime français des « révolutions historiques » de 1922 (Italie fasciste) et 1933 (Allemagne nazie)⁵...

*

Avec le recul du temps, il semble difficile de qualifier l'État français, nom officiel du régime pétainiste, autrement que comme une dictature. Si l'historiographie et les manuels scolaires ont longtemps privilégié la notion de régime autoritaire, ce n'est pas (ou pas seulement) par frilosité. Jusqu'à récemment, la litote était sans conséquence : régime autoritaire signifiait forcément dictature. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Des régimes démocratiques glissent vers l'autoritarisme. La séparation des pouvoirs et les libertés individuelles sont attaquées, les mesures arbitraires se multiplient, des minorités sont prises pour cible. Pour autant, des élections continuent de se tenir, la population peut manifester ; les contre-pouvoirs, bien qu'affaiblis, neutralisés ou instrumentalisés, résistent encore ; la presse libre, fragilisée, est toujours debout. Toutes choses qui ont subitement disparu en 1940 en France, dans une Europe alors dominée par les régimes totalitaires et les dictatures militaires.

L'objectif du présent ouvrage, réunissant une dizaine d'historiens et d'historiennes spécialistes du régime de Vichy, est donc, précisément, d'analyser ce qui caractérise une dictature dans un contexte exceptionnel.

Premier grand problème reconcidéré à la lumière des recherches les plus récentes : le basculement de la République vers l'État français. La facilité avec laquelle les associations d'anciens combattants et les milieux conservateurs ont rallié la dictature pétainiste « pousse à mettre en question l'attachement d'une importante partie de la population française à la République

INTRODUCTION

dans les années 1930 », souligne ainsi Anne-Sophie Anglaret. Étonnamment, cette continuité (plus particulièrement entre les cadres et les effectifs de l’Union nationale des combattants et du Parti social français du colonel de La Rocque, d’un côté, et la Légion française des combattants, la grande organisation de masse de Vichy, de l’autre) n’avait guère été mise en relief avant les travaux de l’historienne.

Ni Pétain ni Laval n’ont comploté contre la République. Mais les chemins qu’ils ont empruntés, bien avant la guerre, les ont amenés à voir dans la débâcle de 1940 à la fois l’opportunité de prendre le pouvoir et la nécessité d’une entente avec l’Allemagne nazie. L’histoire du régime de Vichy est fondamentalement le produit de l’alliance improbable entre ces deux hommes.

À cet égard, l’ouvrage assume le parti pris d’une approche centrée sur les principaux acteurs de l’État français et leurs environnements immédiats. Il se focalise en particulier sur les sphères décisionnelles et les coulisses du pouvoir qui ont rendu possibles les crimes de la collaboration. Ces dernières années, la recherche historique s’est penchée sur la personnalité des dirigeants de Vichy : le maréchal Pétain, Pierre Laval et l’amiral Darlan. Point commun entre les trois grandes biographies, dues à Bénédicte Vergez-Chaignon, Renaud Meltz et Bernard Costagliola, publiées de 2014 à 2018⁶ : l’attention portée à la dimension psychologique – l’auteur de *Darlan* allant jusqu’à travailler en collaboration avec une médecin psychiatre, « tant la connaissance de la psychologie de l’amiral apparaît indispensable à la compréhension de son action⁷ ».

Cette question du pouvoir criminel et celle des marges de manœuvre individuelles traversent les pages qui vont suivre, de la naissance – à bien des égards frauduleuse – du régime pétainiste à Vichy jusqu’à sa fin lamentable à Sigmaringen.

Dès les années 1950-1960, avant l’ouvrage fondamental de Robert Paxton, *La France de Vichy* (1973), les ressorts principaux de la politique de l’État français (la volonté de concilier Révolution nationale et collaboration à l’Europe nazie) ont été mis au jour par des travaux scientifiques plus ou moins confidentiels publiés par le Comité d’histoire de la Deuxième Guerre mondiale

d'Henri Michel et le Centre de documentation juive contemporaine d'Isaac Schneersohn. Depuis lors, la connaissance de cette politique n'a cessé de s'affiner et d'être diffusée auprès du grand public.

L'approche la plus neuve met l'accent sur les illusions des dirigeants de Vichy, entre aveuglement politique et surestimation folle de leurs marges d'action. Ainsi, relève Michael Mayer, la rencontre de Montoire entre Pétain et Hitler suscite presque l'euphorie au sein du gouvernement, convaincu qu'il s'agit d'*« une étape décisive vers une coopération plus étendue avec l'Allemagne »*. Or Pierre Laval, bombardé ministre des Affaires étrangères, a beau multiplier les concessions, il n'est pas prêt à aller jusqu'à l'affrontement militaire avec la Grande-Bretagne, et Adolf Hitler ne tarde pas à perdre *« tout intérêt pour la France »*.

Très vite, il s'avère que la politique de collaboration est un échec, une impasse. Pourtant, après le renvoi de Laval (13 décembre 1940), le gouvernement, confié à l'amiral Darlan, s'obstine. Jusqu'à présent, l'historiographie décrivait un Vichy au bord de la collaboration militaire en 1941. En fait, révèle Bernard Costagliola, le gouvernement Darlan a bel et bien franchi le pas et collaboré sur le plan militaire. Et s'il n'est pas allé jusqu'à déclarer ouvertement la guerre à la Grande-Bretagne, c'est parce que l'Allemagne lui a refusé la grande entente politique dont il rêvait. C'est donc une chimère, un jeu perdant que Pierre Laval poursuit après son retour au pouvoir en avril 1942.

La première historiographie scientifique sur Vichy considérait, avec Henri Michel, que l'histoire du régime s'arrêtait *de facto* en novembre 1942. Après le débarquement allié en Afrique du Nord suivi de l'occupation totale du territoire métropolitain par l'armée allemande, le pouvoir pétainiste n'aurait plus été qu'une fiction. Eric Jennings dresse certes, lui aussi, le constat d'un formidable isolement, presque toutes les diplomatisations rompant alors avec l'État français. Cependant, ajoute-t-il, cette vision d'un régime fantoche, longtemps dominante, tend à occulter le fait que, dès lors, *« loin d'être une marionnette »*, Vichy choisit *« la surenchère collaborationniste »*.

De fait, les recherches les plus récentes rassemblées dans cet ouvrage révèlent l'imbrication constante entre la politique

INTRODUCTION

intérieure du régime et les événements militaires extérieurs. Ainsi, souligne Virginie Sansico, la première fascisation de Vichy en 1941, jusqu’alors très sous-estimée par l’historiographie, a déjà des accents de guerre civile, attisée par l’attaque allemande sur l’URSS et la création, en grande pompe, de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF). De même, la rapidité avec laquelle Pierre Laval et son chef de la police, René Bousquet, acceptent de livrer des dizaines de milliers de juifs au début du mois de juillet 1942 est indissociable du contexte de la guerre : le Troisième Reich, alors victorieux sur tous les fronts, paraît proche de l’emporter. Enfin, révèle Tal Bruttmann, l’avènement de la Milice en 1944 est, plus qu’une fascisation interne du régime, un alignement idéologique et militaire sur l’Allemagne d’Hitler.

Autre nouveauté du présent ouvrage : une exploration plus fine et incarnée des jeux de pouvoir ainsi que des tiraillements internes à Vichy. Dès octobre 1940, montre Julian Jackson, des membres du gouvernement réalisent que la Grande-Bretagne ne sera pas aussi rapidement vaincue que tous le croyaient quelques semaines plus tôt. Par ailleurs, le système dictatorial propre à Vichy donne à certains individus un pouvoir d’influence énorme. Ainsi, l’historien et intellectuel pronazi Jacques Benoist-Méchin, dont Bernard Costagliola a exhumé les archives privées, parvient presque à manipuler l’amiral Darlan et le maréchal Pétain au cœur de l’année 1941. Quant à la politique anti-juive de l’été 1942, elle a provoqué au sein des élites dirigeantes de profonds remous, jusqu’alors ignorés. C’est ce que révèle notamment le Journal inédit du chef de cabinet du maréchal Pétain, André Lavagne, qui, dans son *for intérieur*, sous le coup de l’indignation, s’exprime en 1942 comme on le ferait dans les années 1990 pour dénoncer les crimes de Vichy.

Enfin, depuis les travaux de Pierre Laborie, l’étude du régime de Vichy ne se conçoit plus sans celle de l’opinion publique⁸. À cet égard, les recherches actuelles confirment les analyses pionnières du grand et regretté historien : une population attentiste mais, dans le secret des âmes et des correspondances privées, rapidement hostile au régime et majoritairement anglophile ; le choc de l’été 1942 provoqué par les honteuses rafles antijuives ; l’attente

fébrile de la Libération à partir de 1943 ; la hantise, jusqu'au bout, de la guerre civile. Ces études révèlent des micro-inflexions et une mobilité plus grande des réactions de l'opinion. Analysant de manière neuve la mise en place du travail obligatoire en Allemagne (le STO) au dernier trimestre de 1942 et au début de l'année 1943, Raphaël Spina dépeint ainsi une population frappée de léthargie et une soumission initiale, quasi générale, des requis. Ce n'est qu'après l'été 1943 que l'on désobéit massivement.

*

Jusque dans les années 1990, les spécialistes du régime de Vichy faisaient peu usage des centaines de témoignages publiés sur la France et les Français pendant la guerre. Le présent ouvrage s'appuie largement sur ces documents, avec une pré-dilection pour les plus authentiques (carnets et journaux écrits sur le vif) et ceux récemment exhumés.

Plus particulièrement, nous entendrons, tout au long des chapitres, la voix de cinq grands témoins. Ces voix, véritable fil rouge polyphonique de l'ouvrage, sont celles du pasteur Marc Boegner (1881-1970), de l'avocat Maurice Garçon (1889-1967), de la photographe Hélène Hoppenot (1894-1990), du romancier Paul Morand (1888-1976) et de l'écrivain Léon Werth (1878-1955)⁹. Tous les cinq ont tenu leur journal avec constance et ferveur, couvrant les années 1940-1944 de commentaires personnels, d'observations politiques ou de propos rapportés.

Seul le texte de Léon Werth a été publié du vivant de son auteur, chez Grasset, en 1946, sans, du reste, rencontrer le succès, avant d'être redécouvert par l'éditrice Viviane Hamy et réédité en 1992 avec le concours de l'historien Jean-Pierre Azéma : le manuscrit original n'a pas été retouché ; seuls certains passages ont été élagués et plusieurs noms anonymisés.

Les autres journaux, intimes, laissés en l'état, oubliés dans des greniers ou des fonds d'archives, ont été exhumés tardivement et publiés de nombreuses années après la mort de leurs auteurs. Trois d'entre eux étaient encore totalement ignorés il y a peu. La publication en 2015 du *Journal (1939-1945)* de Maurice Garçon

fut ainsi un événement, l'avocat parisien impressionnant par la force de ses analyses et son patriotisme farouche (même s'il n'était pas immunisé contre les préjugés, l'antisémitisme en particulier). Celle du *Journal de guerre* de Paul Morand, chez Gallimard en 2020, suscita en revanche la consternation, le célèbre romancier, « ce titillant pourri » comme le surnommait Werth, justifiant, par ses notes sans fard, le pire de la politique de Vichy, dans une inversion permanente des valeurs – les adversaires de la collaboration sont des « passionnés », des « destructeurs », le sinistre Darquier de Pellepoix est un homme « intelligent, courageux, de bon sens », ceux qui s'indignent du traitement infligé aux juifs à l'été 1942 font preuve d'une « violence inouïe », etc.

Documents exceptionnels et authentiques, sincères et spontanés, ces journaux jettent une lumière crue sur les coulisses du gouvernement de Vichy, plus particulièrement fréquentées par le pasteur Boegner, président de la Fédération protestante de France, proche du maréchal Pétain, Hélène Hoppenot, épouse d'un diplomate disgracié par le nouveau pouvoir (qui l'envoie en Uruguay comme ambassadeur de France), et Paul Morand, dont le zèle collaborateur n'est récompensé qu'au printemps 1942 par un poste, modeste, de chargé de mission auprès de Pierre Laval.

Le *Journal* de Léon Werth, à cet égard, tranche avec les autres. Il est celui d'un réprouvé des années noires. Critique d'art, juif, Werth est un homme de gauche, anticolonialiste et antistalinien. Les allées du pouvoir lui sont naturellement interdites. Saint-Amour, dans le Jura, où il s'est réfugié après l'Exode, en juillet 1940, est un bourg paysan de 2 000 habitants. Léon Werth y possède depuis longtemps une maison de vacances. C'est là qu'il va rédiger l'essentiel de son texte. Mais l'écrivain séjourne aussi plusieurs mois dans un hôtel à Bourg-en-Bresse, fait plusieurs voyages à Lyon, avant de rejoindre clandestinement Paris en janvier 1944 – l'anonymat de la capitale lui semble plus sûr que l'ex-zone libre où il est identifié comme juif. Dédicataire du *Petit Prince* de Saint-Exupéry (New York, 1943), Werth n'a aucun lien avec les élites du moment. Mais il connaît bien les gens des fermes et les artisans du coin. Aussi son *Journal* offre-t-il, selon les mots de son ami historien

Lucien Febvre, d'« admirables matériaux vécus [...] pour suivre dans son évolution le sentiment du peuple sur Pétain¹⁰ ».

Les autres diaristes ont aussi le souci, constant, de prendre le pouls de l'opinion. Mais c'est surtout leur regard sur les acteurs et la politique de Vichy ainsi que leurs réactions face aux événements de la guerre qui nous ont intéressés : au plus près du ressenti des élites françaises, dans toute leur diversité (politique, religieuse ou professionnelle), entre la zone nord, la zone sud et l'étranger, ils donnent une couleur incomparable à l'histoire du régime pétainiste.

*

Revenant sur les principaux dossiers liés à l'histoire de Vichy, l'ouvrage se divise en deux parties, qui correspondent aux deux grandes périodes du régime et scandent le récit.

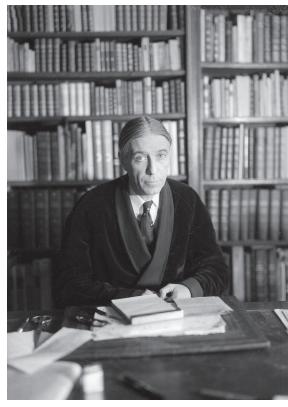
En 1940, l'« ordre nouveau » est la formule en vogue dans les sphères dirigeantes. Le maréchal Pétain et ses ministres sont convaincus que l'Angleterre ne résistera pas longtemps et que l'Allemagne exercera un empire durable sur l'Europe. La France vaincue doit s'adapter à ce nouvel ordre et se régénérer dans l'expiation du mal démocratique. La dictature de Vichy jette les bases de son entreprise de redressement de la société, de représailles partisanes et d'entente avec le Troisième Reich. L'« ordre nouveau », c'est à la fois la politique de collaboration et la Révolution nationale.

Au printemps 1942, l'État français est déjà à bout de souffle. Le maréchal Pétain abat sa dernière carte : Pierre Laval devient chef du gouvernement. Le régime plonge dans les abîmes de la collaboration. Laval souhaite publiquement la victoire de l'Allemagne. Son gouvernement se rend complice d'une politique dont le caractère criminel est évident : la déportation de dizaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants juifs. Il s'aliène ainsi définitivement l'opinion publique, avant l'imposition du très impopulaire STO et l'avènement de la Milice de Joseph Darnand.

C'est, en somme, l'histoire d'un engrenage largement déterminé par les choix politiques et militaires de l'été 1940 que restituent les pages qui suivent.



Le pasteur Marc Boegner (1881-1970), quittant le palais de l'Élysée après la cérémonie des vœux du président de la République Vincent Auriol, en janvier 1948, à Paris.



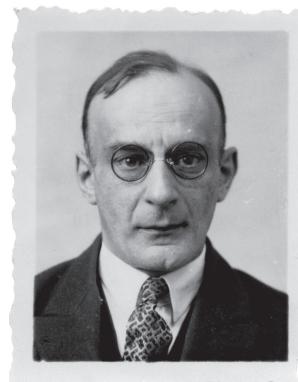
Maurice Garçon (1889-1967), chez lui à Paris, en 1947, peu après son élection à l'Académie française.



Hélène Hoppenot (1894-1990), avec son mari Henri, nommé ambassadeur de France en Uruguay, à leur arrivée à Montevideo le 8 novembre 1940.



Peu avant la Libération, Paul Morand (1888-1976) a obtenu le poste dont il rêvait lorsqu'il a rallié le cabinet de Pierre Laval en 1942 : ambassadeur de France en Suisse. Les nouvelles autorités ne tardent pas à l'évincer. Son successeur n'est autre que... Henri Hoppenot. Le romancier diplomate, accusé de collaboration, restera exilé en Suisse pendant dix ans.



Léon Werth (1878-1955) vers 1937, photo utilisée en 1943 pour une fausse carte d'identité. Il survira à la traque antijuive.

PARTIE I
L'« ORDRE NOUVEAU »
1940-1942

CHAPITRE PREMIER

Ce qui a rendu Vichy possible (1934-1940)

En 1934, la crise économique mondiale, qui frappe la France par secousses depuis trois ans, se double d'une crise politique majeure. Le scandale Stavisky (du nom d'un escroc ayant compromis plusieurs parlementaires liés au Parti radical-socialiste) jette les ligues nationalistes dans la rue. Le 6 février, une manifestation de ligueurs devant la Chambre des députés tourne à l'émeute. Bilan : une quinzaine de morts, pour l'essentiel des militants d'extrême droite. L'ancien président de la République Gaston Doumergue, radical de centre droit, populaire et consensuel, est rappelé aux affaires. Il compose un cabinet d'union nationale, comprenant notamment les radicaux de centre gauche Édouard Herriot (ministre d'État) et Albert Sarraut (Intérieur), le néo-socialiste Adrien Marquet (Travail), les vedettes de la droite parlementaire André Tardieu (ministre d'État), Louis Barthou (Affaires étrangères), Pierre-Étienne Flandin (Travaux publics) et Pierre Laval (Colonies), ainsi que le maréchal Pétain (Guerre).

Le grand sujet du moment est la réforme des institutions en vue d'un renforcement de l'exécutif. Doumergue envisage une révision de la Constitution qui donnerait notamment le pouvoir de dissolution au président du Conseil. La rupture avec le Parti radical et Herriot éclate sur ce point. Cela n'empêche pas la demande d'autorité et d'efficacité gouvernementale de grandir dans l'opinion et les cercles de réflexion.

*Quel dictateur pour la France ?
Un « référendum » du Petit Journal en 1934-1935*

Dès novembre 1934, alors que s'achève l'expérience Doumergue, *Le Petit Journal* lance un « référendum sensationnel » auprès de ses lecteurs afin de désigner le « dictateur » jugé indispensable au « relèvement national ». En déclin avec un tirage inférieur à 300 000 exemplaires, le célèbre quotidien conservateur est devenu depuis peu un organe au service des ambitions politiques de Pierre Laval. Son rédacteur en chef, Alfred Mallet, est un proche du ministre. Le journaliste qui a eu l'idée de ce « coup de sonde dans l'opinion publique » est semble-t-il Claude Jeantet. Âgé de 32 ans, ce dissident de l'Action française est un nationaliste de choc. Futur militant collaborationniste et plume pronazie sous l'Occupation, il accompagnera Jacques Doriot, chef du Parti populaire français (PPF), sur le front de l'Est puis le suivra en Allemagne en 1945. En 1934, il avance prudemment : « Même si la récente crise ministérielle ne s'était pas produite, les progrès [...] de la crise économique en France suffiraient à eux seuls à conférer aux aspirations dictatoriales une actualité aiguë... » (*Le Petit Journal*, 16 novembre 1934). Pas question de brusquer un lectorat que l'on sait attaché à la forme républicaine du régime.

Sous des dehors de parfaite objectivité, une quarantaine de noms sont proposés au public, de l'abbé Bergey au général Weygand en passant par Léon Blum, Léon Daudet, Marcel Déat, Édouard Herriot, le colonel de La Rocque, Pierre Laval, Charles Maurras ou le maréchal Pétain, ainsi que d'autres personnalités tombées depuis dans l'oubli, des industriels, des syndicalistes, des responsables d'associations d'anciens combattants...

Pendant deux semaines, *Le Petit Journal* passe en revue chacun des « candidats », en indiquant « les raisons qui semblent militer “pour” et “contre” ». Le propos, bavard, balance entre l'inepte (une astrologue vient apporter ses divinations physiognomiques) et l'habilement orienté. Mais, conformément à la règle du jeu, même les favoris ont droit à leur lot de critiques, plus ou moins appuyées. Ainsi, Laval, devenu ministre des Affaires

**UN DICTATEUR?
MAIS QUI?**



Nos candidats d'aujourd'hui :
MM. NICOLLE
LE MARÉCHAL PÉTAIN
et PICOT

Lire en 5^e page les détails sur notre
GRAND REFERENDUM
doté de 50.000 francs de prix
Découpez en 2^e page le bon n° 12

**UN DICTATEUR?
MAIS QUI?**



A des titres divers, nos trois candidats d'aujourd'hui :
le colonel de LA ROCQUE
MM. Pierre LAVAL et LEBECQ
occupent la 1^e dette. Lequel
choisirez-vous ?

Lire en 6^e page les détails sur notre
GRAND REFERENDUM
doté de 50.000 francs de prix
Découpez en 2^e page le bon n° 9

Encarts figurant en une du *Petit Journal*, les 29 novembre et 2 décembre 1934.

étrangères, loué comme le Talleyrand du XX^e siècle, est pointé du doigt pour son absence totale de principes et son ignorance de l'histoire. Quant à Pétain, l'âge du glorieux chef paraît déjà un obstacle quasi insurmontable : « Si robuste soit-il encore, il ne pourrait appréhender sans anxiété les fatigues d'un pouvoir personnel. »

Les résultats tombent le 11 janvier 1935. L'actualité est chargée, à la veille du référendum sur le statut de la Sarre (qui tourne au plébiscite en faveur du Reich hitlérien) et alors que Laval rentre auréolé de sa visite en Italie fasciste, conclue par un accord avec Mussolini censé neutraliser le danger allemand. Philippe Pétain est le grand vainqueur de l'enquête du *Petit Journal* : sur près de 200 000 lecteurs ayant répondu, ils sont presque 20 % à « désigner » le vieux maréchal comme le « dictateur » de leurs rêves. Vient ensuite Pierre Laval avec un peu plus de 16 % des suffrages. Gaston Doumergue est troisième (12 %), précédant « Marianne » (bulletin choisi par les lecteurs rejetant

la solution dictatoriale proposée), avec plus de 10 % des votes, le centriste Flandin (7,5 %) et le radical-socialiste Herriot (7 %).

La conclusion est nette, confortée par les premières impressions recueillies auprès de Pétain (indifférence polie) et de Laval (éloge vibrant de la démocratie) : « Nous avons demandé : UN DICTATEUR ?... La France a répondu : VIVE LA RÉPUBLIQUE ! » En 1935 (et les élections générales de l'année suivante, avec la victoire du Front populaire de Léon Blum, le confirmeront), l'extrême droite nationaliste, les ligues et leurs chefs, partisans déclarés d'un « régime d'autorité », n'ont pas la cote – le nom du colonel de La Rocque, président des Croix-de-Feu, attire à peine plus de 3 % des suffrages des lecteurs du *Petit Journal*, tandis que l'ultracatholique général Weygand n'atteint pas 2 %.

Bref, en 1935, il semble inconcevable que la démocratie française puisse être renversée et remplacée par un régime apparenté aux dictatures fascistes voisines. Quant à Philippe Pétain, bien que déjà plébiscité par les défenseurs de l'ordre, il n'apparaît aucunement avoir le profil d'un fomenteur de coup d'État – et Pierre Laval encore moins.

« *C'est Pétain qu'il nous faut !* »

Une poignée de semaines après les résultats du « référendum » du *Petit Journal*, l'agitateur nationaliste Gustave Hervé lance une campagne en faveur du maréchal Pétain dans les colonnes de son quotidien *La Victoire* – qui tire alors à moins de 10 000 exemplaires. La série d'articles est rapidement publiée sous forme de brochure (*C'est Pétain qu'il nous faut !*, Éditions de « *La Victoire* », avril 1935) et rencontre un certain succès.

Rendant hommage à Hitler et à Mussolini, Hervé considère que la France a elle aussi besoin de son « homme providentiel ». Dans l'idéal, il faudrait un chef énergique. Hélas, déplore-t-il, un Weygand ou un La Rocque sont « trop marqués à droite » pour le climat politique français. Le seul « chef national » qui pourrait rallier les masses est donc Pétain, le général humain et

victorieux de Verdun, même si « on l'aurait préféré plus jeune de vingt ans ».

Le plan d'Hervé est le suivant : faire élire à la Chambre une majorité « révisionniste », allant d'Adrien Marquet à Xavier Vallat, avec le soutien « désintéressé » des anciens combattants patriotes, de l'Union nationale des combattants (UNC) aux Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, afin d'obtenir une révision de la Constitution. Son but : se « débarrasser du régime parlementaire » en donnant au maréchal le « pouvoir suprême », puis remplacer la Troisième République par un régime « autoritaire et plébiscitaire ».

Quelle serait la grande mission de Pétain au pouvoir ? En politique étrangère, il s'agirait de se « réconcilier » avec l'Allemagne et de se tourner vers Hitler pour lui dire : « Oublions le passé. » Et Hervé, véritable idiot utile de la propagande nazie, d'assurer : seul Philippe Pétain « couvert de gloire » peut aller « serrer la main que nous tend vainement depuis deux ans Adolf Hitler » ! Quant à la politique intérieure, outre préparer une Constitution, le maréchal devrait utiliser les six mois de dictature que lui confierait l'Assemblée pour créer une « garde civique » sur le modèle des chemises brunes, instaurer une censure de la presse, supprimer les « journaux qui prêchent la guerre civile » ou la « désobéissance » (car « les dictateurs doivent travailler dans le calme »), renvoyer tous les enseignants dont on peut « douter » de l'« esprit de discipline » ou du « patriotisme » et rétablir « la liberté de l'enseignement ».

Enfin, à quoi ressemblerait la nouvelle Constitution ? Pétain aurait « la plénitude du pouvoir législatif et exécutif ». Les ministres seraient nommés et révoqués par lui. Il désignerait aussi « son successeur », qu'il présenterait « au plébiscite ». Une organisation corporative de l'économie serait instituée, et des préfets régionaux installés.

En somme, le « plébiscite » excepté, Gustave Hervé annonce les grandes lignes des mesures adoptées à Vichy après les votes de juillet 1940. Dans son coin, le publiciste délirant, qui désespère d'intéresser la grande presse conservatrice à son projet et interpelle niaisement tous les « bons Français », de droite comme de gauche (« Ohé ! les patriotes, branle-bas de combat ! Il n'y

a plus un jour à perdre. La France est en danger »), a imaginé l'avenir. Mais, en 1935, il s'agit surtout de conjurer une « vague rouge » aux prochaines élections.

L'opposition au Front populaire

L'avènement du Front populaire en juin 1936 attise les haines et les passions. À la Chambre des députés, l'opposition de droite se radicalise. Elle choisit Xavier Vallat, ancien ligueur d'extrême droite rallié à la Fédération républicaine, comme candidat à la présidence de l'assemblée (mais Édouard Herriot, porté par la majorité de gauche, est aisément élu) et elle applaudit à tout rompre lorsque le député catholique suscite le scandale en s'en prenant aux origines juives du nouveau président du Conseil, Léon Blum : « Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné [...] par un juif. »

Que la France soit dirigée par un socialiste ne cachant ni son idéal marxiste ni sa judéité, avec le soutien des communistes à la Chambre, paraît d'autant plus intolérable qu'en juin 1936 le mouvement de grèves continue de s'étendre et que parallèlement les ligues nationalistes (Croix-de-Feu, Jeunesses patriotes, etc.) ont été dissoutes.

Lors d'un grand discours radiodiffusé, le 20 juin 1936, à l'occasion du vingtième anniversaire de la victoire de Verdun, le maréchal Pétain en appelle à un renforcement des capacités militaires de la France tout en espérant un rapprochement avec l'Allemagne : « On ne voit pas pour quelle raison deux peuples d'une grande culture ne découvriraient pas le chemin d'une entente ? » Ces termes paraissent quelque peu décalés au regard de la situation : trois mois avant, les nazis ont remilitarisé la Rhénanie et Hitler semble bien décidé à isoler la diplomatie française en Europe centrale où il souhaite imposer une *pax germanica*.

Mais c'est surtout de politique intérieure dont parle Pétain : il exhorte les Français, « empoisonnés » par le « matérialisme », à se « reprendre » autour des valeurs traditionnelles¹. Peu avant le deuxième tour des élections, « inquiet pour le salut de la France

et la liberté des Français », le maréchal avait déjà enfreint sa « règle absolue [...] de ne pas faire de politique » en appelant solennellement au « rassemblement national » contre le Front populaire, tout en louant le « mouvement Croix-de-Feu » (« l'un des éléments les plus sains de ce pays ») et sa défense de la famille française, « expropriée, frappée de droits exorbitants² ».

En somme, c'est presque un programme politique que déroule l'illustre soldat, alors que grossit la rumeur d'un « proconsulat » Pétain, tout particulièrement agitée par Pierre Laval. Les premiers coups de sonde lancés l'année précédente par *Le Petit Journal* et *La Victoire* ne paraissent plus si absurdes et invraisemblables que cela.

*

Dans le même temps, le Front populaire accélère la recomposition des droites. En juin 1936, Jacques Doriot fonde le Parti populaire français (PPF). Âgé de 37 ans, exclu du Parti communiste français deux ans plus tôt, Doriot soulève un vent d'espoir dans les milieux conservateurs. Tribun averti du « péril bolcheviste », véritable force de la nature, l'ancien ouvrier métallurgiste, surnommé « le Grand Jacques » dans son fief de Saint-Denis, paraît de taille à endiguer la montée du communisme en France. Les débuts sont fracassants. Le PPF attire nombre d'intellectuels. Les adhérents se pressent – entre 60 000 et 100 000 à la fin de l'année 1936. L'un de ses principaux soutiens financiers est l'industriel François de Wendel. Le journal du parti, *L'Émancipation nationale*, appelle à « l'union des Français » contre « les représentants de Moscou ». Très vite, pourtant, le soufflé retombe. Malgré son style plébien, Doriot ne parvient pas à mordre sur la gauche – en 1937, invalidé, il perd la mairie de Saint-Denis, reprise par les communistes, et abandonne son fauteuil de député. Du côté conservateur et nationaliste, il réussit à rallier derrière son idée de « Front de la liberté contre le communisme » la Fédération républicaine, les ténors de la droite dure à la Chambre (Philippe Henriot, Pierre Taittinger, Xavier Vallat) et l'Action française de Charles Maurras, mais il échoue à rassembler au-delà.

En fait, c'est François de La Rocque, avec son Parti social français (PSF) lancé en juillet 1936, qui s'impose peu à peu comme la figure centrale de l'opposition au Front populaire. « Réhabiliter le TRAVAIL, défendre la FAMILLE, sauver la PATRIE, telle est la devise du Parti social français », clame la brochure de lancement du PSF. Partisan d'un nationalisme chrétien régénéré par la « mystique » de 1914, l'ex-chef des Croix-de-Feu rassure : tenant à distance les modèles étrangers fasciste et nazi, il « ne met pas en cause le régime républicain », mais souhaite « rajeunir » les institutions, renforcer l'exécutif, bannir impitoyablement de l'enseignement public tout ce qui lui paraît contraire aux intérêts de la patrie et de la famille, et mettre en œuvre une « révision des naturalisations hâtives et abusives depuis dix ans³ ». Sous ces directives, le PSF devient, avec plusieurs centaines de milliers d'adhérents, la principale force de droite et d'extrême droite à la fin des années 1930.

Laval, Pétain et l'escalade de la fin des années 1930

En 1938, la menace de guerre prend le pas sur tous les autres sujets d'actualité. Après avoir annexé l'Autriche (11 au 13 mars), Hitler convoite les Sudètes, région rattachée à la Tchécoslovaquie et majoritairement peuplée de germanophones. L'Europe est au bord du conflit armé. Finalement, à Munich, la Grande-Bretagne et la France, appuyées par l'Italie, cèdent à l'Allemagne, le 30 septembre 1938. Dans la classe politique et l'opinion, le soulagement domine. Rares sont ceux à s'indigner que le sort de la Tchécoslovaquie ait été discuté en l'absence de ses représentants – une « très lourde faute », « contraire à tous les principes du droit », déplorera l'un des rares parlementaires antimunichois, le sénateur socialiste Louis Gros, qui jugera que le seul moyen d'éviter la guerre était d'opposer la plus grande fermeté aux prétentions d'Hitler⁴.

Peu après, comme un nouveau symbole de la faiblesse des grandes démocraties, le pogrom des 9-10 novembre (la « nuit

16 Novembre 1938.

UNE PROTESTATION MORALE

religieuses du racisme

Les persécutions ~~antijuives~~ d'Allemagne soulèvent dans le monde civilisé une émotion croissante. Le Pape, qui est assurément, en dehors même de l'Eglise catholique, l'interprète le plus éminent de la conscience universelle, a fait entendre sa protestation.

La proscription globale d'une religion ou d'un peuple ne peut se comprendre, encore moins se justifier, à une époque où la liberté de conscience et l'égalité devant la loi sont des principes proclamés dans tous les pays. Même quand ils ne sont pas tout à fait respectés, on s'en réclame, et on ne s'en écarte pas cyniquement. C'est pourquoi l'attitude d'un grand Etat, qui se flatte d'être un modèle d'ordre et de discipline, est un sujet de profonde tristesse et ~~de~~ universelle réprobation. Allons-nous retourner aux heures les plus sombres de la barbarie ? Allons-nous revoir des troupeaux errants de sans-patrie, dépouillés de leurs ressources, chassés de leurs foyers séculaires et arrêtés à toutes les frontières ? Une protestation morale contre de telles pratiques, qui ne sont qu'un aboutissement après une longue préméditation, n'est pas un remède, mais elle peut être la préface d'une action générale pour en conjurer ou en atténuer les ~~pis~~ effets. *le*



Ph. Pétain
27 novembre 1938

E. Ramey

Protestation corrigée et signée par Philippe Pétain, le 27 novembre 1938, à la suite de la « nuit de Cristal ».

Le maréchal propose la suppression de mots trop connotés à son goût : « anti-juives », « universelle ». Cette protestation, initiée par le quotidien conservateur *Le Journal des Débats* (indigné par la « barbarie antisémite » qui s'est déchaînée dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938 en Allemagne et des persécutions d'État ayant suivi), n'est finalement pas parue. Moins de dix jours plus tard, le 6 décembre, un pacte franco-allemand de bonne entente est signé entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Joachim von Ribbentrop et Georges Bonnet, au Quai d'Orsay.

de Cristal ») en Allemagne, qui entraîne plusieurs centaines de morts et d'innombrables dégâts, ne suscite, malgré l'indignation mondiale, aucune réprobation du gouvernement français – alors que même le maréchal Pétain donne sa signature à une « Protestation morale » et que le colonel de La Rocque, se voyant déjà aux responsabilités, prend sur lui de déclarer : « La France réprouve le racisme et ses excès, les persécutions et leurs ravages⁵. »

Ayant le champ libre, Adolf Hitler ne manque pas de trahir sa signature et de s'emparer de la Tchécoslovaquie tout entière moins de six mois après les accords de Munich. Le 1^{er} septembre 1939, la Pologne est à son tour envahie par les troupes du Reich. C'en est trop. Deux jours plus tard, le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

Durant cette année terrible, de septembre 1938 à septembre 1939, la France a définitivement tourné le dos au Front populaire. Dirigé d'une poigne solide par le radical-socialiste Édouard Daladier, très conscient de l'inéluctabilité de la guerre voulue par Hitler, le gouvernement poursuit une politique de réarmement résolue malgré les tendances à l'apaisement, voire les complaisances, du ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet, émule centriste de Pierre Laval. À la Chambre, Daladier s'appuie sur une majorité balançant vers la droite, le Parti radical évoluant du centre gauche vers le centre droit. Les communistes, vent debout contre les accords de Munich et la politique de répression des grèves (qui s'étendent à l'automne 1938), sont dans l'opposition, tandis que les socialistes se divisent entre pacifistes irréductibles (Paul Faure) et partisans de la fermeté face au danger fasciste (Léon Blum).

NOTES

Introduction, p. 7

1. Cité par Renaud MELTZ, *Pierre Laval. Un mystère français*, Paris, Perrin, 2018, p. 677.
2. Cité par Louis NOGUÈRES, *Vichy, juillet 40*, Paris, Fayard, 2000, entrée du 5 juillet 1940, p. 29-30.
3. Cité par R. MELTZ, *Pierre Laval..., op. cit.*, p. 658-659.
4. Jacques BARDOUX, *Journal d'un témoin de la Troisième. Paris-Bordeaux-Vichy, 1^{er} septembre 1939-15 juillet 1940*, Paris, Fayard, 1957, entrée du 11 juillet 1940, p. 407.
5. Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, *Pétain*, Paris, Perrin, 2014, p. 431.
6. Successivement : B. VERGEZ-CHAIGNON, *Pétain*, *op. cit.*, Bernard COSTAGLIOLA, *Darlan*, préface de Georges-Henri Soutou, de l'Institut, Paris, CNRS Éditions, 2015, et R. MELTZ, *Pierre Laval..., op. cit.*
7. B. COSTAGLIOLA, *Darlan*, *op. cit.*, p. 400.
8. LABORIE (Pierre), *L'Opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale (1936-1944)*, Paris, Seuil, « Points », 2001 [1990].
9. *Carnets du pasteur Boegner, 1940-1945*, présentés et annotés par Philippe Boegner, Paris, Fayard, 1992, 367 p. ; Maurice GARÇON, *Journal (1939-1945)*, édition établie, présentée et annotée par Pascal Fouché et Pascale Froment, Paris, Les Belles Lettres/Fayard, 2015, 703 p. ; Hélène HOPPENOT, *Journal 1936-1940, 24 décembre 1936-6 octobre 1940. « Hitler sait attendre. Et nous ? »*, édition établie, introduite et annotée par Marie France Mousli, Paris, Éditions Claire Paulhan, 2015, 534 p., *id. Journal 1940-1944, 1^{er} octobre 1940-29 décembre 1944. « Que passent les heures, les jours, les nuits, et que la France renaisse »*, édition établie, introduite et annotée par Marie France Mousli, Paris, Éditions Claire Paulhan, 2019, 464 p. ; Paul MORAND, *Journal de guerre*, t. I, *Londres – Paris – Vichy, 1939-1943*, édition établie, présentée et annotée par Bénédicte Vergez-Chaignon, Paris, Gallimard, 2020, 1028 p., et *Journal de guerre*, t. II, *Roumanie – France – Suisse, 1943-1945*, édition établie, présentée et annotée par Bénédicte Vergez-Chaignon, Paris, Gallimard, 2023, 1042 p. ; Léon WERTH, *Déposition. Journal 1940-1944*, texte de Lucien Febvre, présentation et notes de Jean-Pierre Azéma, Paris, Éditions Viviane Hamy, 1992 [1946], 734 p.
10. *Annales ESC*, janvier-mars 1948.

NOTES DES PAGES 26 À 60

Partie I
L'« ORDRE NOUVEAU »
1940-1942

Chapitre premier
Ce qui a rendu Vichy possible
(1934-1940), p. 21

1. *Le Matin*, 22 juin 1936.
2. *Le Journal*, 30 avril 1936.
3. *Le Petit Journal*, 5 décembre 1938.
4. Louis GROS, *République toujours*, Avignon, Édouard Aubanel, 1945, p. 28.
5. *Le Petit Journal*, 13 novembre 1938.